



# FORM' ACTION

FEDERATION CGT DES SOCIETES D'ETUDES

263 rue de Paris - Case 421 - 93514 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 89 41 - Fax : 01 55 82 89 42 - Email : [fsetud@cgt.fr](mailto:fsetud@cgt.fr) - Site : <http://www.soc-etudes.cgt.fr>

## CRISE, DETTE ET PURGE

[Journée d'étude du 11 Décembre 2012]

**Intervenant : Charles MICHALOUX/ APEX**

Au travers de quatre thèmes :

- La douloureuse,
- Crise, déficit et dette,
- La facture à payer et,
- La mondialisation.

La journée nous a permis d'appréhender une nouvelle séquence de l'évolution du système capitaliste où il est nécessaire de saigner le malade pour qu'il meurt guéri ! Les chiffres ont été disséqués et les discours décryptés. Et il n'en fallait pas moins face à des médias confisqués par des « *journalistes* » s'étant transformés en, commerciaux du capitalisme. Nous le savons, dans ce cadre, la bataille des idées peut paraître perdue d'avance. Pourtant les mobilisations du monde du travail, certes insuffisantes et trop localisées, montrent s'il en était besoin, que malgré les moyens mis en œuvre par le capital, le discours libéral ne prend pas comme il le faudrait. Des poches de résistance émergent de ci de là, prêtes à se rejoindre pour constituer ni plus ni moins un fleuve de colère emportant ce vieux monde sur son passage.

Et il ne tient qu'à nous de diffuser massivement nos analyses, de se battre avec les salariés sur nos propositions. Et ce, quotidiennement. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrons gagner cette bataille des idées.

Un premier élément d'appréciation peut être révélé par les résultats aux élections professionnelles dans les entreprises et au niveau national. Le deuxième élément est contenu dans notre capacité à mobiliser. Et de ce point de vue, nous avons encore bien souvent un long chemin à parcourir. Nous ne le savons que trop bien. Pour autant notre force de conviction, notre capacité à débattre et à proposer et notre « *obstination* » à défendre, y compris à contrecourant les intérêts des salariés peuvent et doivent nous permettre de franchir tous les obstacles qui se posent à nous au regard de la

transformation sociale que nous voulons. Rien n'est jamais acquis. Ce combat idéologique doit être mené sans relâche et sans aucun scrupule. Face à un patronat décomplexé qui propose comme seule solution la régression sociale, nous n'avons d'autre choix que d'organiser des luttes convergentes et radicales. C'est-à-dire des luttes du « *tous ensemble* » qui mettent à mal les assises du système. C'est pourquoi, nos repères revendicatifs, doivent constituer la colonne vertébrale des combats à mener.

### Position du problème

Pour la troisième année consécutive, nous avons examiné la situation économique, en particulier en France. Compte-tenu du succès de cette journée, une nouvelle est d'ores et déjà prévue pour 2013. Tant il est vrai que le système économique capitaliste et ses mentors ne cessent de nous « *surprendre* ». Horreurs, régression sociale en tout genre, déshumanisation, dégradation de l'environnement naturel... se conjuguent pour tenter de pérenniser un modèle de société qui n'est pas le nôtre.

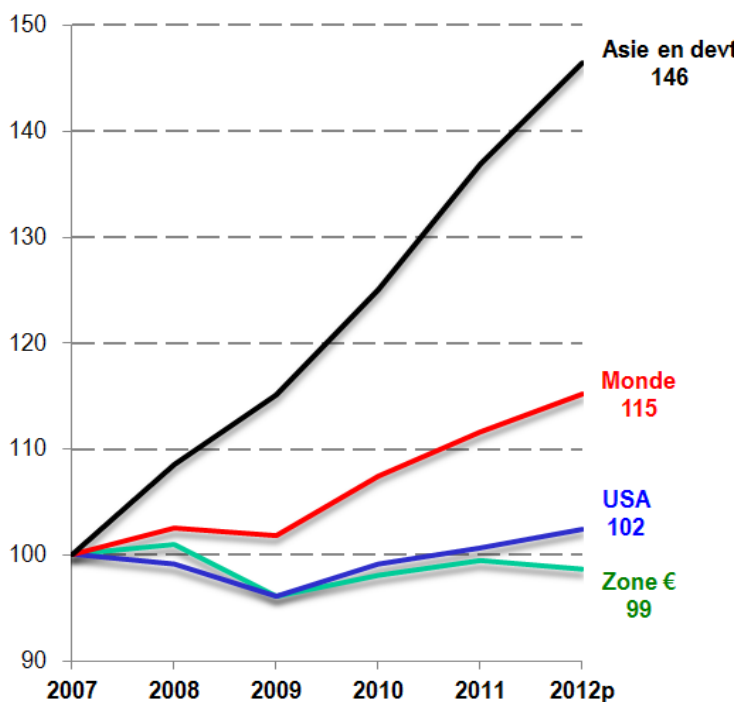
### Texte de référence

- **Powerpoint APEX : crise, dette et purge.**
- **Michel HUSSON Cf. textes sur [hussonet.fr](http://hussonet.fr)**
- **Jean-Marc HARRIBEY : la crise, la dette et l'austérité.**

## DE LA CRISE DE LA DETTE A LA DOULOUREUSE

Le bulletin du Fond Monétaire International du 18 juillet 2012 stipulait « *le cercle vicieux entre les états, le banques et l'économie réelle est plus solide que jamais* ». En réalité, rien ne va plus. Il n'y a pas de sortie de crise en vue, ni pour les USA, ni pour la zone euro. C'est plutôt une récession qui s'annonce.

**PIB des grandes zones  
(en indice, 100 en 2007)**



**Produit intérieur brut :**  
ensemble des valeurs  
ajoutées des entreprises

**Valeur ajoutée :** chiffre  
d'affaires – valeur des achats  
pour exécuter les activités

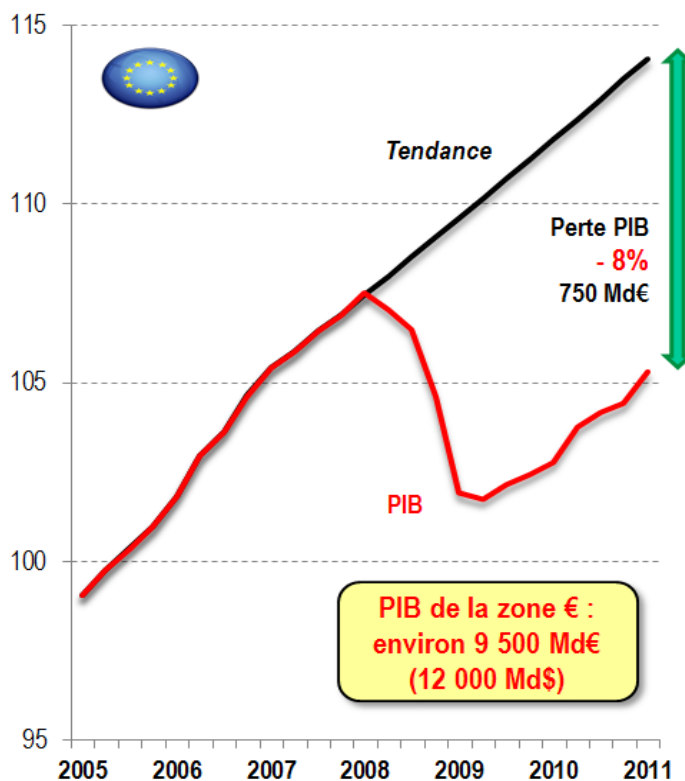
\* G7 : USA, UK, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon  
Source : FMI, OCDE, Insee, Banque de France

La perte de croissance due à la crise peut être estimée à environ 6 à 8 points. C'est environ 750 milliards d'euros qui ne seront pas comblés.

Alors que la crise de 1929 s'est caractérisée par le « *laisser faire* », celle de 2008 l'a été par l'intervention des pouvoirs publics. Il s'agissait d'éviter un scratch bancaire. D'où une injection massive d'argent dans le système bancaire. Ainsi, instantanément des lignes de crédit ont été créées.

Cette émission de monnaie a gonflé la dette sans aucune contrepartie. Au total, pour la zone euro, c'est 3000 milliards d'euros qui ont été engloutis depuis 2008.

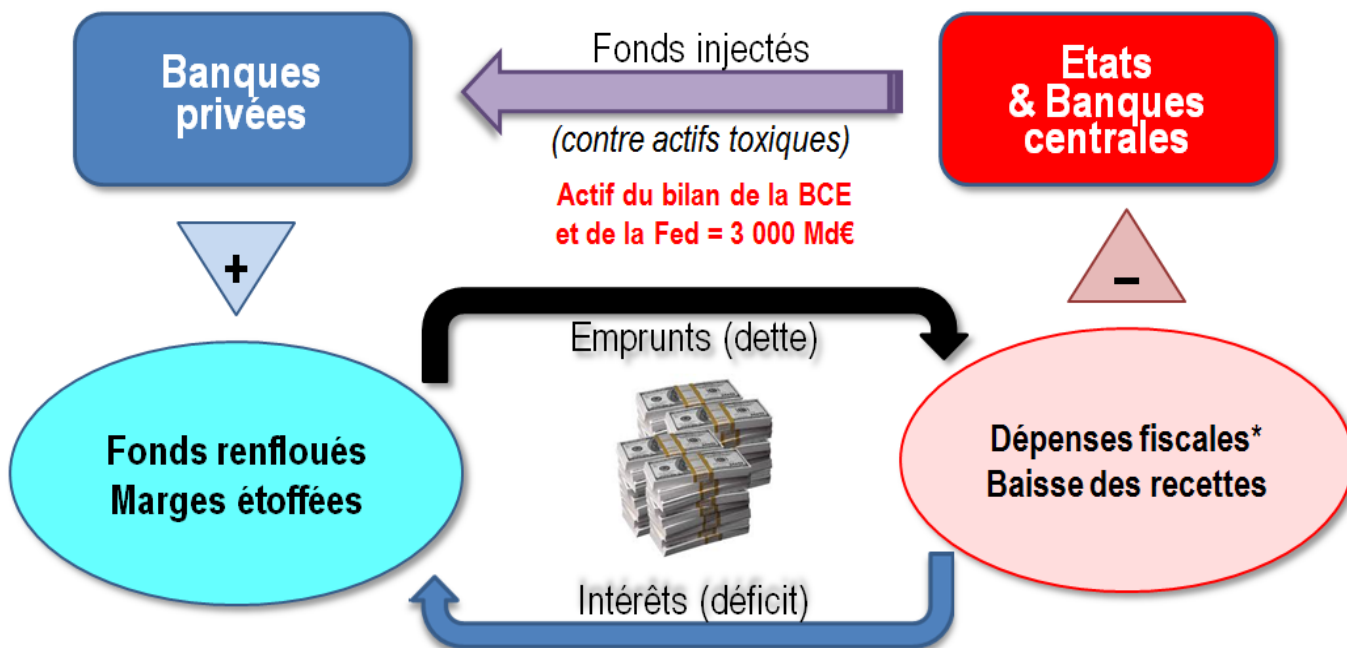
**Zone € (indice 100 en 2005)**



Mais la crise ne date pas d'aujourd'hui. Elle a ses racines dans les années 80. Elle s'est caractérisée par une baisse des salaires dans la part de la valeur ajoutée. Cela a permis le rétablissement du taux de profit. Dans ce contexte, le profit est allé non à l'investissement mais à la finance.

Cette financiarisation s'est traduite par la fabrication en masse de produits financiers vendus sur le marché. Les dettes ont été ainsi « *titrées* » et vendues comme tout autre produit. Mais ce processus d'achat-vente s'est déroulé à partir de « *package* » comprenant des dettes insolvables, en particulier les subprimes.

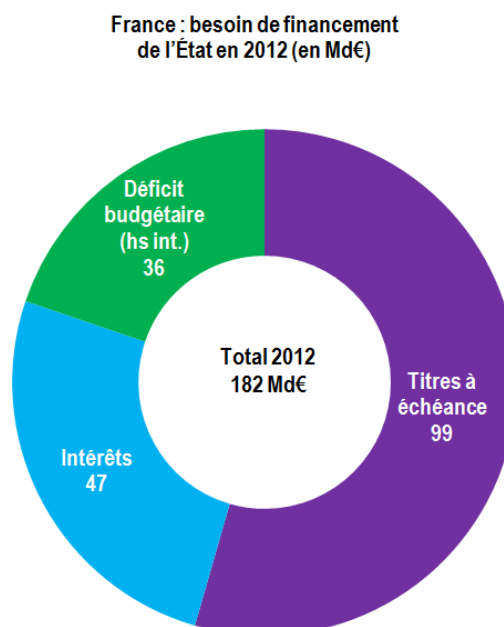
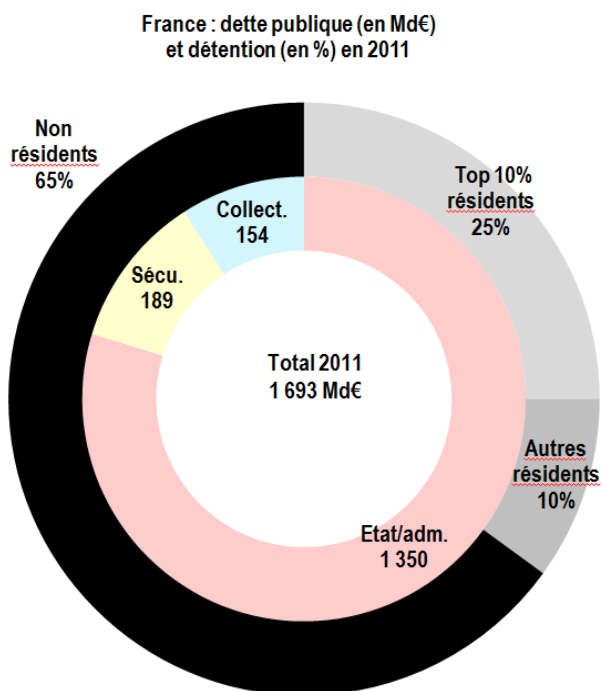
C'est dans ce cadre que l'Etat a socialisé la dette privée ... la transformant en dette publique. C'est ce que l'on appelle la socialisation des pertes. Le mécanisme est simple :



\* *Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes*

Parce que les banques connaissent une crise de liquidité, l'Etat les a renflouées. Mais son objectif était de faire en sorte qu'elles puissent continuer à prêter de l'argent. En réalité, elles en ont profité pour gonfler leurs marges. Mais alors que l'Etat finance les banques sans contrepartie, il emprunte à celle-ci par le biais des marchés financiers... creusant son déficit. En effet, depuis 1973-1974 la réglementation empêche les banques de prêter directement à l'Etat.

L'anatomie de la dette publique française en 2011 montre que celle-ci est détenue à 65% par les fonds de pension (les non-résidents). C'est un placement sûr qui rapporte gros, la France étant dans la capacité de rembourser la dette. 25% de celle-ci est détenue par 10% des plus riches. Autrement dit 90% de la dette publique française est détenue par les grosses fortunes. C'est un produit de placement très lucratif.



Source : Agence France Trésor

En 2012, la dette publique française est du même ordre.

Les 2/3 de ces besoins de financement sont liés à la dette. Les titres à échéance constituent le remboursement du capital et les intérêts sont ceux de la dette.

Le déficit budgétaire est lié directement à la sécurité Sociale, les administrations publiques. Il est à mettre à la fois en rapport avec le PIB de 2000 milliards d'euros et les exonérations de cotisations sociales.

Les mécanismes d'amplification de la dette se caractérisent par :

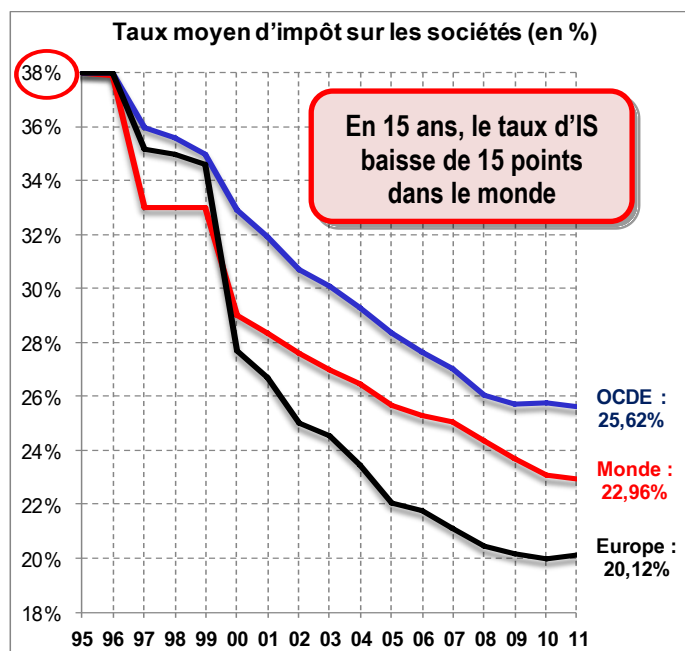
- Le recours de l'Etat au marché financier (interdiction de faire appel aux banques centrales depuis 1973 en France et article 123 du traité européen), d'où un effet à la hausse des taux d'emprunt.
- Injection massive de fonds aux banques dans la crise 2008-2009 sans contrôle public sur l'affectation des ressources allouées.
- Une baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité.
- Des effets de la politique fiscale dégressive des Etats :
  - En faveur des grandes entreprises ;
  - En faveur des privilégiés ;
  - Niches fiscales (recensées et déclassées) ;
  - Evasion fiscale.
- Une redistribution de la richesse... au profit des plus riches.



## LA POLITIQUE DES CAISSES VIDES

C'est une politique délibérée. Guy SORMAN, un économiste ultra libéral écrivait dans la « *solution libérale* » en 1984 : « *Le déficit engendré par la baisse des impôts apparaît comme un formidable moyen de pression pour contraindre l'Etat à rétrécir. Il y a en vérité aucun autre moyen que cette pression* ».

Mme Ruth RICHARDSON ? Ex ministre des finances de la Nouvelle Zélande déclarait à DAVOS en 1997 : « *si vous ne connaissez pas une véritable crise, inventez-la !* » Thomas ENDERS, PDG d'Airbus, à DAVOS en janvier 2012 y allait aussi de son couplet : *il n'y a rien de pire que de gâcher une bonne crise* ». Cette politique délibérée n'est rien d'autre qu'un coup d'état social qui se caractérise par « *un vidage* » des caisses de l'Etat.



Source : KPMG Corporate and Indirect Tax Survey 2011 ; rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (mars 2012)

La fiscalité sur les profits des entreprises et les revenus des privilégiés a été allégée partout. Cela n'empêche pas le patronat d'en demander toujours plus. Le système d'imposition favorise aujourd'hui les plus riches et les grands groupes.

Ainsi le rapport du conseil des prélèvements obligatoires de mars 2012 nous apprend que le taux d'imposition réel moyen (impôts sur les sociétés et prélèvements obligatoires) pour 2011 est le suivant :

- TPE : 28%,
- PME –ETI : 22%,
- Grands Groupes : 8%.

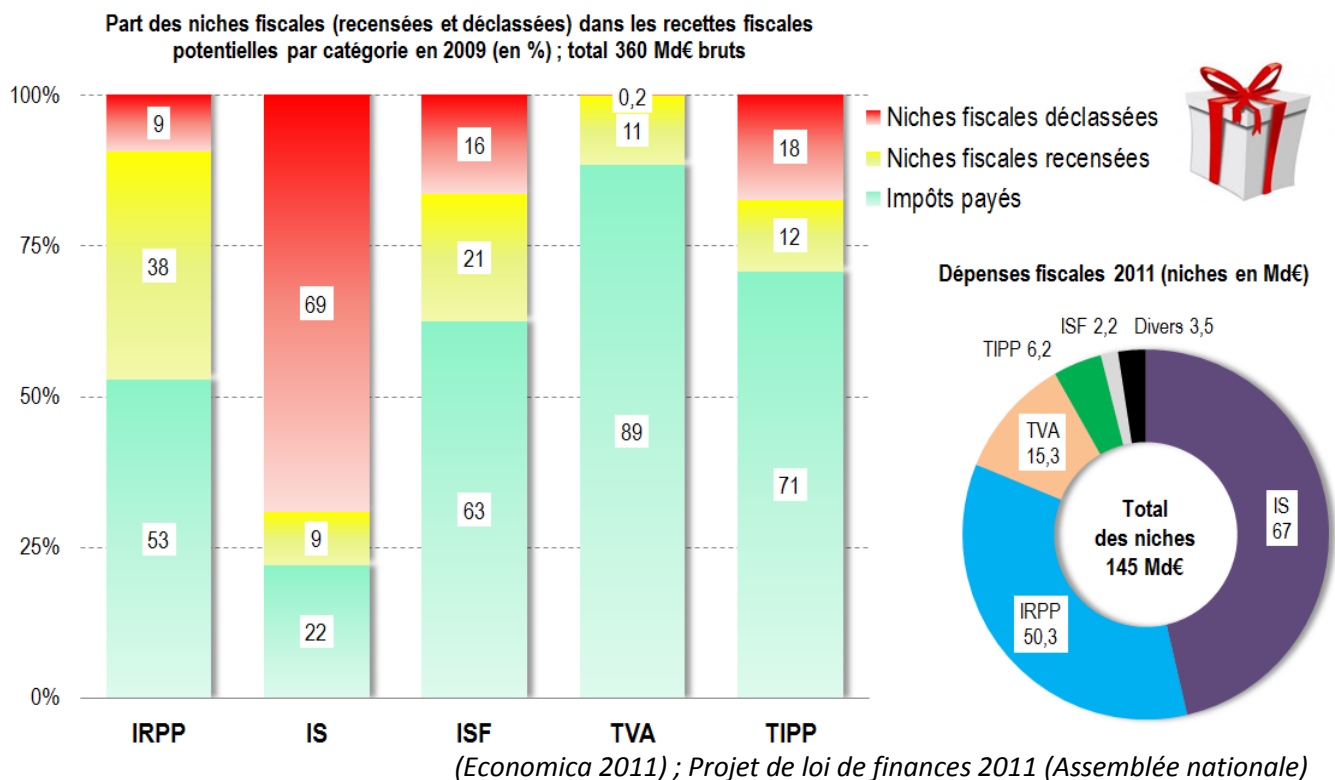
Cette même inégalité devant l'impôt est aussi constatée pour les particuliers.

- 90% de la population, dont le salaire médian est de 1800€ : 40%,
- 1% les plus riches : 30%,
- 0,1% les très riches : 20%.

En fait à un certain niveau, plus on gagne d'argent, moins on paie d'impôts.



Les niches fiscales recensées et déclassées représentent 145 milliards d'euros, soit 95% du déficit annuel de l'Etat. Ainsi, la part des niches fiscales dans les recettes fiscales en 2009 était de 360 milliards d'euros bruts et se décomposeraient comme suit :

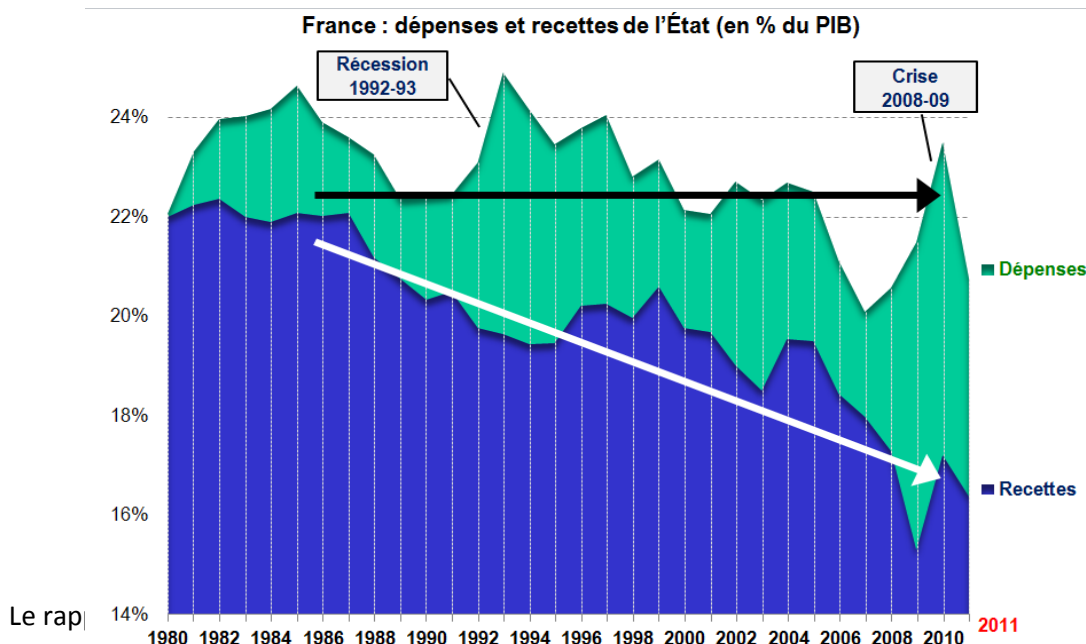


Le projet de loi de finance 2011 prévoyait que les niches fiscales annuelles pourraient à elles seules financer pour une grande partie le déficit annuel de l'Etat.

Il faut aussi prendre en compte le fait qu'il n'y a pas d'augmentation des dépenses de l'Etat mais simplement une baisse notable des recettes. En pourcentage du PIB, depuis 25 ans les dépenses se situent à environ 23% du PIB. Les recettes quant à elles ont chuté de 22% à 16% du PIB

A cela il faut ajouter les fraudes fiscales et sociales. Le rapport de la commission du sénat sur l'évasion fiscale 2012, présidée par Philippe DOMINATI, UMP, le 24 juillet 2012 les évalue en 30 à 50 milliards d'euros.

La « valise suisse » est, elle estimée à 80 milliards d'euros.



Source : Insee (comptes nationaux de l'Etat)

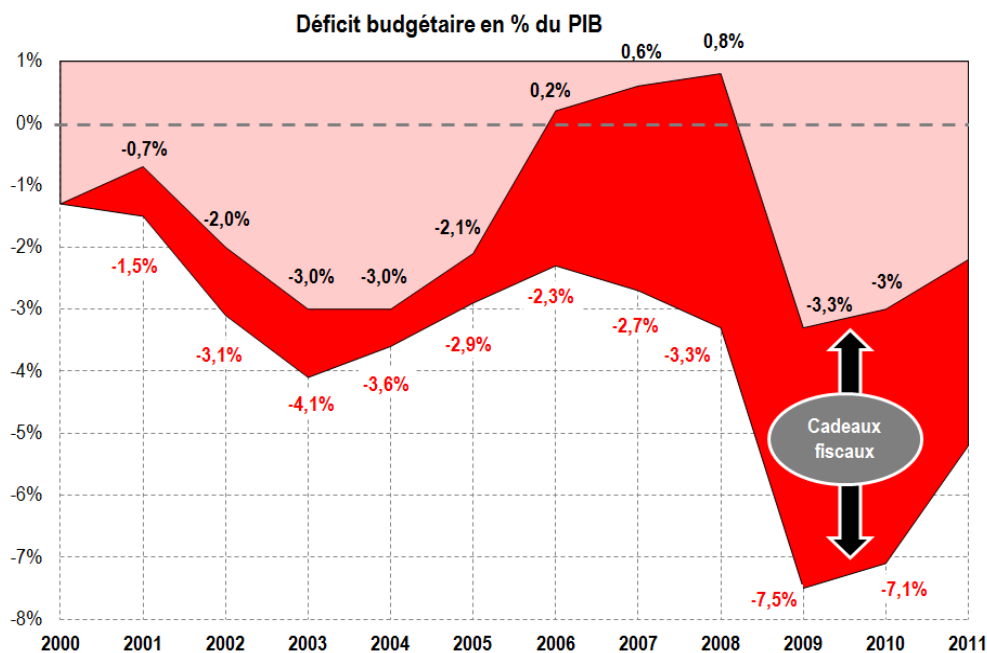
- ❖ Fraude fiscale : de 20,5 à 25,6 milliards d'euros dont :
  - TVA : 7,3 à 12,4 milliards d'euros,
  - Impôts sur les sociétés : 4,6 milliards d'euros,
  - Impôts sur le revenu : 4,3 milliards d'euros,
  - Impôts locaux : 1,9 milliards d'euros,
  - Autres impôts 2,4 milliards d'euros.
- ❖ Fraudes aux cotisations sociales : 8,4 à 14,6 milliards d'euros dont :
  - Travail au noir : 6,2 à 12,4 milliards d'euros,
  - Autres : 2,2 milliards d'euros.
- ❖ Fraudes aux prestations sociales de 2 à 3 milliards d'euros.
- ❖ Avoirs français en Suisse non déclarés : 80,4 milliards d'euros.



L'évasion fiscale 2012 est estimée à 50 milliards d'euros dont

- TVA : 11 milliards d'euros
- Impôts sur le revenu et impôts sur la fortune : 11 milliards d'euros
- Impôts sur les sociétés : 28 milliards d'euros. Ils concernent les entreprises de plus de 2000 salariés. 500 sur 12 000 sociétés supportent l'impôt sur les sociétés, soit 5%. Cela est dû notamment à un mécanisme d'optimisation fiscale via des avocats d'affaire.

Le déficit budgétaire coûte 4 points de PIB, c'est-à-dire 70 milliards d'euros. Il est produit par de nombreux cadeaux fiscaux. Hors cadeaux fiscaux, la France serait dans la ligne de MAASTRICHT. Le rapport CARREZ à l'Assemblée Nationale de juin 2010 actualisé.



Source : Rapport Carrez à l'Assemblée nationale (juin. 2010) ; M. Husson (hussonet : note 17) ; actualisés

Le journal anglais ultralibéral, the Economist, écrivait le 26 octobre 2011 : « un système favorable aux très riches donne des résultats décevants pour le travail de tous les autres. Au sommet, en quelques dizaines d'années, on s'en est sorti comme des brigands, et tous les autres doivent maintenant régler l'addition ».

Du point de vue des revenus, il vaut mieux être dans le top des 1%. L'étude INSEE sur les très hauts revenus d'avril 2010 de Julie SOLARD remarque qu'entre 2004 et 2007 les revenus :

- Des plus riches (0,01% de la population) ont augmenté de 40%,
- Des très aisés (0,09% de la population) de 28%,
- Des aisés (0,9% de la population) de 18%,
- Des hauts revenus (9% de la population) de 11%,
- De 90% de la population de 9%. C'est-à-dire de 2% annuel, par conséquent de l'inflation.

La part des revenus de 1% de la population a augmenté de 9,1% alors que celle des revenus de 90% a baissé de 0,9%.

En 2010, 8,6 millions de personnes, c'est-à-dire 14% de la population, vivaient dans la pauvreté avec 964€/mois ou moins. En 2 ans, c'est 800 000 personnes en plus. Selon l'INSEE de septembre 2012, 10% des ménages les plus pauvres ont perdu 3 points de pouvoir d'achat tandis que 5% les plus riches en ont gagné 2.

Et pourtant « *la France d'en bas* » travaille plus et elle est plus productive.

Ainsi selon les derniers chiffres de l'OCDE :

Heures travaillées par an	Pays	Valeurs ajoutées/heures travaillées (richesse produite)	Durées du travail en ETP par semaine
1 793h	Slovaquie	12,6€	42,5h
1 774h	Italie	32,5€	37,8h
1 690h	Espagne	30,4€	38,6h
1 577h	Belgique	45,8€	36,9h
1 476h	France	45,4€	38h
1 413h	Allemagne	42,3€	35,7h

En France, les 35h n'existent plus. En Allemagne, les différentes réformes se sont soldées par le développement de la précarité et de la pauvreté.

Si la France d'en bas subit de plein fouet « *leur crise* », celle du CAC 40 n'a pas à se plaindre. L'étude EURO RSCG C And O du 5 janvier 2012 pointe un certain nombre d'indicateurs du point de vue de leur évolution entre 2006 et 2011. Ainsi le cash-flow a augmenté de 22%, le dividende des actionnaires de 31%, la rémunération des dirigeants de 34%, les salaires de 13% et les investissements baissés de 24%.

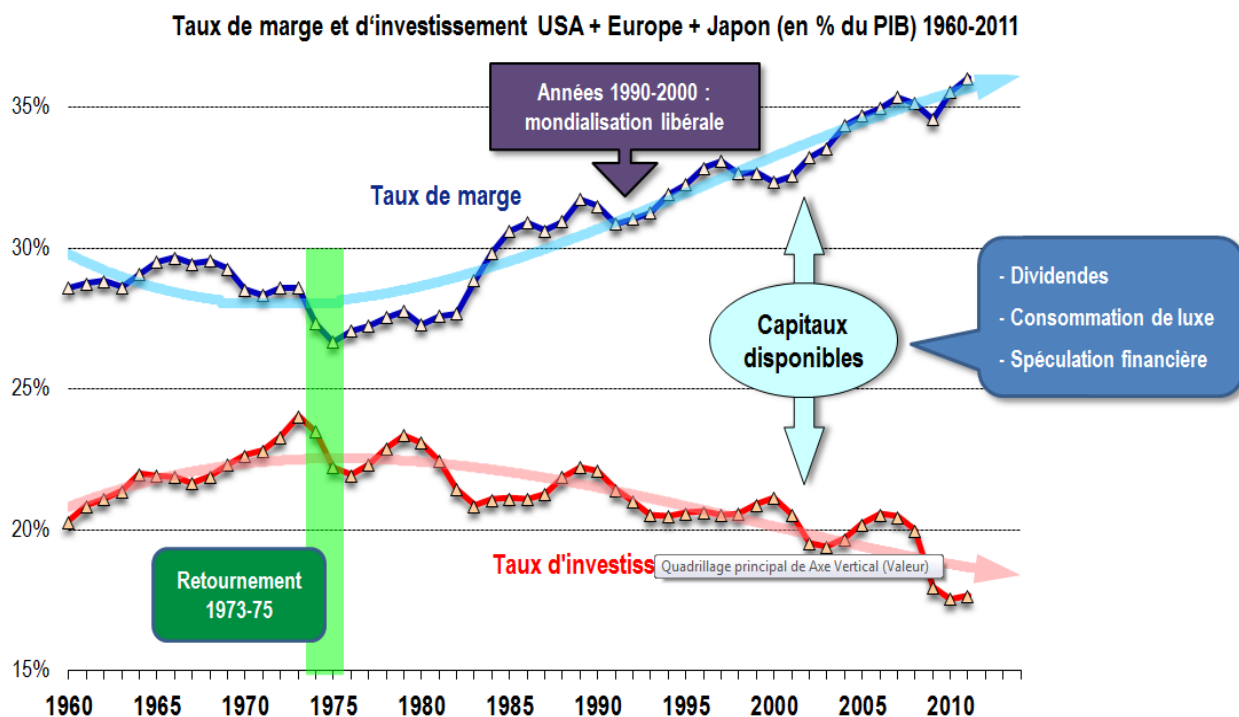




## MONDIALISATION, CRISE ET PURGE : PAUVRE MONDE ET FAIBLE EUROPE

Le bulletin du FMI du 18 juillet 2012 stipule : « la réforme du marché du travail est nécessaire pour réduire les coûts de main d'œuvre, doper la productivité, pour promouvoir la compétitivité, il faut abaisser les coûts et mettre en œuvre des réformes afin de faciliter l'accès au marché pour les entreprises ». Autrement dit, il serait nécessaire de privatiser ce qui reste à privatiser.

De 1960 à 2011, les profits ont cru. Le taux de marge des entreprises s'est rétabli sans qu'il y ait les investissements correspondant. Le retournement en 73-75, la dérégulation financière en 1982 et la politique libérale sont le résultat des défaites sociales.

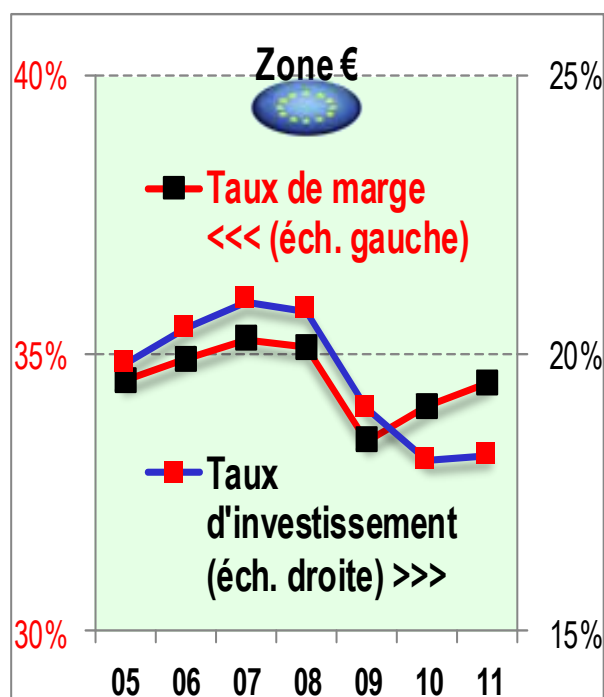


Source : données tous secteurs Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson  
 Taux de marge = résultat d'exploitation/VA ou équivalent ; taux d'investissement = FBCF/VA

Depuis 2009, on assiste à une relance réelle des marges et des bénéfices et un effondrement des investissements. La discordance taux de marge, taux d'investissement est une caractéristique de la crise systématique que nous vivons.

C'est dans ce cadre qu'il faut appréhender les recommandations pressantes de la Banque Centrale Européenne (BCE) par la voie de Mario DRAGHI, Président de cette banque. Dans son rapport d'octobre 2012 « les marchés du travail et la crise », on y trouve trois assertions plus qu'intéressantes :

- « la priorité devrait être de rendre les salaires réactifs (flexibles) aux conditions du marché du travail ».
- « Une différenciation accrue des salaires entre les différents types de travailleurs et d'emplois est nécessaire ».
- « de telles politiques devraient également contribuer à accroître la pression à la baisse exercée par les chômeurs sur les salaires ».



Et si l'on y ajoute « *le bon sens* » de Standart and Poors dans sa note de janvier 2012 sur la dégradation de la France et d'autres pays : « *un processus de réforme basé sur le seul pilier de l'austérité risque de s'avérer autodestructeur, l'inquiétude des consommateurs quant à leur emploi et leur revenu réduisant la demande intérieure et cela conduisant à une baisse des recettes fiscales* », force est de constater que les contradictions du système, y compris dans sa politique économique sont d'une très grande acuité.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Le déficit et la dette publics plongent leurs racines dans la baisse des recettes, et non dans l'augmentation des dépenses comme les médias et les politiques ont tendance à l'affirmer. La baisse des recettes est due :

- A la politique d'exonération fiscale et sociale,
- A un effet mécanique de la récession qui a pour corollaire la baisse d'activité,
- Au sauvetage des banques et le recours obligé aux marchés financiers,
- A la baisse d'impôts des grosses entreprises et des particuliers privilégiés.

Pour répondre à cette problématique, il faut augmenter les recettes. Cela passe d'abord par une politique fiscale fortement progressive sur les profits des entreprises et sur les revenus et patrimoines particuliers privilégiés du top 1%. L'augmentation des recettes passe aussi par une politique sociale articulant fin des exonérations fiscales et sociales et favorisant

- Le pouvoir d'achat, par des hausses de salaires des retraites et pensions.
- L'emploi, par la réduction du temps de travail.

Concernant la dette et le déficit, trois mesures essentielles devraient s'imposer

- La monétisation de la dette, recours de l'Etat à l'emprunt auprès des banques centrales au lieu des marchés financiers.
- La constitution d'un secteur bancaire public pour maîtriser le crédit et l'investissement.
- Un audit de la dette pour y voir claire sur son gonflement, aboutissant à l'annulation pure et simple de celle-ci.

Bien entendu, il faut aussi prendre en compte le contexte mondial qui se caractérise par le basculement du monde Nord-Sud ou Ouest-Est.

La contribution des pays émergents au PIB mondial dépasse celle des pays avancés depuis 2011 (Chine, Inde, Amérique latine...) en même temps les intérêts des entreprises mondialisées ne recoupent pas les intérêts nationaux. Les multinationales n'ont pas de patrie.

Une tendance à l'augmentation des matières premières et de l'énergie (limitation des ressources, besoins de zones de développement) entraîne à la fois :

- L'émergence d'un véritable « *food power* » et ,
- la chasse aux terres cultivables.

### RAPPEL DES 10 EXIGENCES DE LA CGT PRESENTÉES DÉBUT 2012

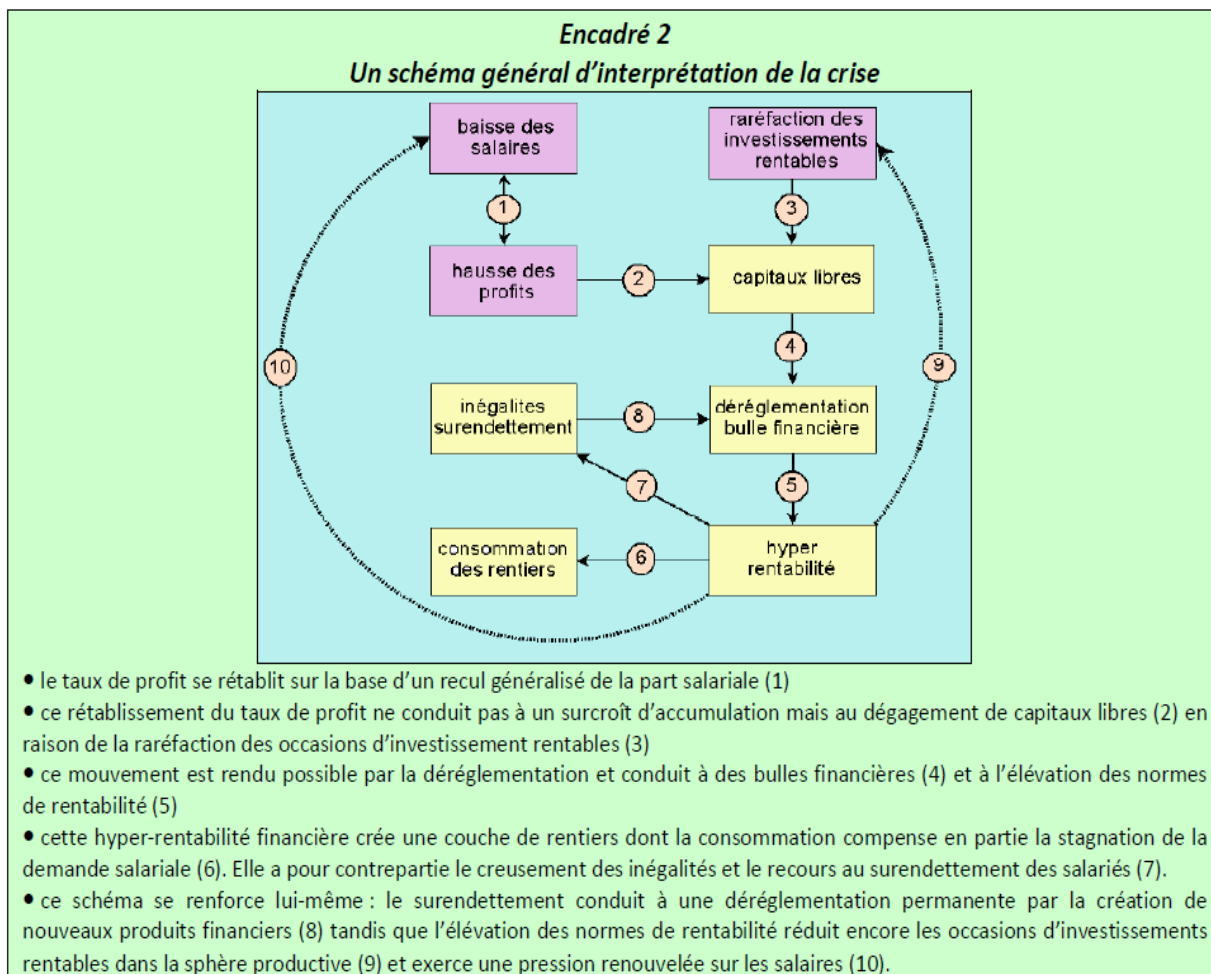
1. Revaloriser les salaires, les pensions et le minima sociaux, en supprimant les écarts entre femmes et hommes.
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises.
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
4. Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
5. Stopper les suppressions d'emplois.
6. Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
7. Réformer la fiscalité en profondeur.
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
10. Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Enfin l'insuffisance chronique d'investissement se caractérise par :

- Contre-tendance à la substitution du capital au travail par les délocalisations vers les pays à bas coût de main d'œuvre. C'est la spirale déflationniste des salaires.
- Par conséquent un retard relatif des « *pays avancés* » au détriment de l'Asie [délocalisations et déformation du partage des richesses créées en faveur des profits].
- Pas de traitement de fond de la nécessaire transition énergétique potentiellement riche en investissement et travail qualifié.
- Et le tout sur le fond de mondialisation financière qui depuis au moins 30 ans fait pression sur la rentabilité à court terme au détriment d'une construction à long terme.

Dans ce cadre, l'Europe est le maillon faible de la crise et la France est prise en étau. Une Europe qui met en avant une concurrence sociale et fiscale exacerbée avec une prime au moins disant et une France qui détruit son appareil productif et tente de gérer cette situation antagonique avec le besoin de développement d'une industrie « *servicielle* » basée sur les hautes technologies, la production sophistiquée et des ressources humaines qualifiées.

Ainsi entre une Allemagne technique et qualifiée et une Espagne.....de main d'œuvre sous payée, la France se doit d'avancer vers une « *réindustrialisation moderne* » qui conjugue :  
Automatisation, robotisation, qualification des postes de travail avec réponse aux besoins sociaux et développement concerté.



## **Extrait du dernier chapitre du livre 1 du Capital de Marx et Engels. Paru en 1867**

La dette publique marque de son empreinte le capitalisme. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de l'idée que pour la classe dominante, plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit, voilà le credo du capitalisme !

La dette publique devient un des leviers les plus puissants de l'accumulation du capital. Par un coup de baguette magique, elle dote l'argent par nature improductif et le convertit ainsi en capital : sans qu'il ait à subir les risques inséparables de sa transformation éventuelle en marchandise.

Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire car leur argent métamorphosé en bons du Trésor faciles à vendre, continue généralement à fonctionner entre leurs mains comme autant d'argent liquide. Pour les intermédiaires financiers entre le gouvernement et les capitalistes ces sommes sont un capital tombé du ciel. La dette publique alimente, les marchés financiers, la spéculation, et le système bancaire moderne.

Dès leur naissance, les grandes banques affublées du nom de banques publiques ou nationales, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, prêtaient l'argent du public. L'accumulation de dettes publiques a pour mesure infaillible le volume et le cours des emprunts d'État émis par ces banques.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts.

La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité forment le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. L'influence délétère qu'il exerce sur la situation des salariés s'est accompagnée historiquement de l'expropriation massive et forcée des paysans, des artisans, et des autres éléments de la petite classe moyenne. C'est la cause première de la misère des peuples modernes.

Dettes publiques, exactions fiscales, régime colonial, protectionnisme, guerres commerciales, etc. Ces rejetons de la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle prennent un développement gigantesque lors de la naissance de la grande industrie au XIX<sup>ème</sup> siècle. Voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois naturelles et éternelles » du capitalisme. Ne dirait-on pas que l'humanité est un séjour de damnés ? C'est avec des taches de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde. Le capitalisme vient au monde en transpirant de la tête aux pieds, la sueur et le sang.